



PRÉFECTURE DE RÉGION ÎLE DE FRANCE

Résidence territoriale artistique et culturelle en milieu scolaire

Cahier des charges

En référence aux circulaires interministérielles n° 2010-032 du 5 mars 2010 définissant les résidences d'artistes en milieu scolaire et n° 2013-073 du 9 mai 2013 relative au parcours d'éducation artistique et culturelle, un dispositif de résidence territoriale artistique et culturelle en établissement scolaire est proposé au titre de la politique interministérielle de l'éducation artistique et culturelle pour l'année scolaire 2018-2019 en partenariat avec les académies de Versailles, Créteil et Paris.

La résidence territoriale artistique et culturelle en milieu scolaire a pour ambition de développer l'éducation artistique et culturelle et d'approfondir les partenariats sur un territoire en complémentarité d'autres dispositifs existants.

Enjeux et objectifs

La résidence territoriale artistique et culturelle en milieu scolaire a pour objectifs :

- de contribuer à réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture ;
- de permettre au plus grand nombre d'appréhender le processus de création des œuvres qu'elles soient contemporaines, patrimoniales ou scientifiques, en lien avec les programmes scolaires et les enseignants ;
- d'ouvrir à une autre vision du monde et à une interaction avec le monde par l'intermédiaire du propos artistique et culturel ;
- de proposer une éducation artistique fédératrice concernant aussi bien les enfants et les jeunes, que leurs familles ;
- de développer l'esprit critique de l'élève ;
- de contribuer au développement culturel et artistique du territoire (patrimoine, lecture publique, musées, cinéma, théâtre, danse...) en inscrivant le projet dans une dynamique locale (communale, intercommunale...) et participative (publics, établissements scolaires, structures municipales et associatives), en mobilisant les communautés éducatives.

Cadre de la résidence

La résidence territoriale artistique et culturelle en milieu scolaire repose sur un partenariat étroit entre une structure culturelle, un établissement scolaire pilote, des établissements scolaires associés (ex-satellites) et des professionnels (des arts, de la culture : artistes...)

Une résidence territoriale en milieu scolaire s'appuie sur les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle :

- la pratique artistique, scientifique, patrimoniale et la découverte d'un processus de création ou de recherche ;
- la pratique culturelle par la découverte et la fréquentation des lieux de création, de diffusion artistique, de lecture publique, de lieux à dimension patrimoniale, architecturale ou de culture scientifique et technique... ;
- la construction d'un jugement esthétique ou d'une phase de recherche et la mise en relation avec les différents champs du savoir.

Dans sa dimension éducative et pédagogique, la résidence est le point de convergence de plusieurs projets :

- le projet des professionnels (des arts, de la culture : artistes...) inscrits dans les réseaux professionnels de création et de diffusion ;
- le projet éducatif d'une structure culturelle ;
- le volet culturel du projet d'école ou de l'établissement scolaire, dont les résidences peuvent constituer l'axe fédérateur ;
- le projet de développement culturel d'une collectivité territoriale.

Par cette ouverture sur le territoire, elle favorise :

- la rencontre entre les publics et les œuvres ;
- le dialogue inter-degrés et/ou inter-niveaux ;
- la mise en cohérence des différents cycles éducatifs ;
- la prise en compte des différents temps de l'enfant (temps scolaire, hors temps scolaire) et l'implication des familles dans une démarche de coéducation.
- les liens entre les établissements scolaires et les structures culturelles

Élaboration du projet

Le projet proposé doit s'inscrire dans une régularité et concerner l'ensemble de la communauté éducative, dans ses différentes composantes (plusieurs classes, équipes pédagogiques et éducatives, personnel administratif, parents d'élèves).

Il doit faire l'objet d'une construction partagée entre la structure culturelle, des professionnels (des arts, de la culture : artistes...) et une équipe pédagogique. Il s'inscrit dans le projet d'établissement. La résidence a vocation à s'ouvrir et à rayonner sur un territoire. Elle doit concerner plusieurs établissements scolaires. Un établissement pilote doit être désigné pour animer le réseau des établissements scolaires associés (ex-satellites) et veiller à la mise en place et au fonctionnement d'un comité de suivi commun.

Il est recommandé d'impliquer l'ensemble de la communauté éducative du territoire concerné, en intégrant à la résidence plusieurs établissements scolaires avec lesquels des projets d'éducation artistique et culturelle sont développés conjointement. Une résidence peut ainsi contribuer à fédérer les relations entre écoles, collèges et lycées d'un même territoire (bassin, EPCI, EPT...). Plus largement, l'action de la résidence peut rejaillir sur celle d'une diversité d'acteurs du territoire (centres de loisirs, maisons des jeunes et de la culture, maisons de quartier, centres sociaux, associations, centres médico-sociaux, unités de la protection judiciaire de la jeunesse, centres hospitaliers, maisons de retraite...).

La résidence doit fédérer un nombre significatif de classes et une équipe pluridisciplinaire d'enseignants au sein de chaque établissement.

Dans l'élaboration de ce projet, les partenaires veilleront :

- à la richesse et à la diversité des parcours culturels proposés aux élèves ;
- au rayonnement de la résidence sur l'ensemble de la communauté éducative et du territoire ;
- à la mise en œuvre de liens étroits entre cette présence artistique et les contenus des apprentissages.

Mise en œuvre

Une phase de concertation préalable et d'élaboration commune du projet conditionne la qualité du partenariat.

Les conditions matérielles d'accueil du projet de résidence doivent être garanties afin de permettre la mise en place effective des actions éducatives, artistiques et culturelles qui en découlent.

Pour garantir un bon déroulement, il est préconisé d'établir une convention de partenariat qui précise les objectifs communs définis par les partenaires, les étapes de l'accompagnement pédagogique de la résidence, les modalités de son évaluation, le calendrier de présence artistique, culturelle, patrimoniale, scientifique, technique... ainsi que les moyens financiers alloués à la résidence. **Cette convention devra alors être adressée à la DRAC et à l'académie concernée.**

La mise en place d'un comité de suivi associant l'ensemble des partenaires (structure culturelle, des professionnels (des arts, de la culture : artistes...), enseignants, chef d'établissement, représentants des établissements scolaires associés (ex satellites), des élèves, collectivités, DRAC, représentants de la DAAC, de la DSDEN, des corps d'inspection, conseillers pédagogiques...) **est obligatoire a minima deux fois par an.** Ce comité de suivi doit être coordonné par la structure culturelle et l'établissement pilote qui adressent un compte-rendu aux partenaires. La structure culturelle doit désigner un référent pour le suivi du projet.

Il est vivement recommandé de promouvoir le projet dès la rentrée scolaire pour présenter des professionnels (des arts, de la culture : artistes...) en résidence à l'ensemble de la communauté éducative.

Le projet de résidence doit être valorisé en amont et/ou en aval, ainsi que pendant le temps de la résidence, par le biais notamment des technologies de l'information et de la communication, dans le respect de la législation en vigueur en matière de droit à l'image et de propriété intellectuelle (site de l'établissement scolaire, de la structure culturelle, blog dédié, relais d'information...).

Rôle des porteurs du projet de résidence

Le dossier devra notamment présenter l'origine du projet entre une structure culturelle, l'établissement scolaire pilote et décrire de manière précise le projet co-construit.

La structure culturelle :

- propose une démarche artistique et culturelle qui soit en cohérence avec les attentes de l'établissement scolaire et propose un ou plusieurs professionnels (des arts, de la culture : artistes...);
- élabore avec les enseignants des parcours culturels cohérents au regard des enjeux artistiques, culturels et éducatifs de la résidence;
- co-construit le projet avec les enseignants et les partenaires associés (acteurs éducatifs et socio-culturels locaux, familles, etc...);
- favorise la visibilité des actions sur son territoire (promotion, communication) en lien avec l'établissement pilote;
- répond à l'appel à projet lancé par la DRAC au premier semestre de l'année civile N-1.

Les établissements scolaires :

- inscrivent le projet de résidence dans leur projet d'école ou d'établissement;
- impliquent le plus grand nombre possible d'enseignants dans la conception et la réalisation des projets pluridisciplinaires et dans l'élaboration d'actions pédagogiques et éducatives;
- impliquent le plus grand nombre d'élèves possible dans les actions proposées;
- facilitent la participation des enseignants aux comités de suivi et aux actions de formation dans le champ de l'éducation artistique et culturelle;

Les établissements scolaires pilotes :

- promeuvent la résidence auprès des établissements scolaires associés (ex-satellites) du territoire et construisent avec eux des projets, de préférence dans une dynamique inter-degré, en lien étroit avec la structure culturelle;

Avertissements

Pour l'Académie de Paris, les établissements scolaires pilotes doivent répondre également à l'appel à projet de résidence lancé par le rectorat, selon la procédure d'usage.

Pour l'Académie de Versailles, les établissements scolaires pilotes et associés (ex satellites) doivent renseigner sur la plateforme Adage, les résidences lorsqu'elles auront été validées par la commission de sélection.

Seuls les professionnels (des arts, de la culture : artistes...) et les structures culturelles inscrits dans un cadre professionnel et les réseaux de production, de recherche et de diffusion publics peuvent répondre à l'appel à projet.

Les subventions accordées par la DRAC Île-de-France sont fléchées **exclusivement sur les rémunérations des professionnels (des arts, de la culture : artistes...) pour les interventions auprès du public**. Les structures culturelles sont invités à chercher d'autres sources de co-financement (auprès des différents partenaires institutionnels publics ou privés) , en répondant notamment aux appels à projets des collectivités territoriales, de la politique de la ville auprès des préfetures ou des Directions départementales de la cohésion sociale.

La production du bilan de la résidence de l'année précédente est obligatoire.

La résidence ne peut avoir une durée inférieure à trois mois, son cadre ordinaire est l'année scolaire. En revanche, elle peut avec des habitudes partenariales établies de longue date et une maîtrise partagée de l'ingénierie qu'elle suppose, se concevoir sur deux années scolaires. **Dans ce cas, au terme de la première année, les partenaires culturels présenteront un bilan approfondi du projet afin de motiver et confirmer le prolongement sur la deuxième année qui devra démontrer un élargissement de l'action et une consolidation du partenariat, en renforçant la territorialisation du projet.**

La commission sera attentive :

- à la qualité du projet artistique et à la co-construction ;
- aux projets inter-établissements ;
- à la mobilité des élèves (entre établissements, vers les lieux culturels, à travers des rencontres, des ateliers,...) ;
- aux projets s'adressant aux établissements scolaires : techniques et professionnels ; éloignés des structures culturelles ; en zone rurale ; en réseau d'éducation prioritaire (REP+) ; accueillant des élèves en situation de handicap ou allophones (ULIS, EREA, UPE2A...);
- aux projets mobilisant plusieurs sources de financements ;

Ne sont pas éligibles :

- les établissements scolaires privés sous contrat ou n'étant pas sous la tutelle directe de l'Éducation nationale ;
- les établissements scolaires intégrés à un contrat local d'éducation artistique (CLEA) sur leur territoire ;
- les classes concernées par un enseignement optionnel (enseignements de spécialité, options facultatives) ;
- les classes à horaires aménagés ;

- les partenariats concernant les enseignements d'exploration ;
- les filières et classes post-baccalauréat ;
- les associations sportives de l'établissement scolaire (UNSS, ASS...) qui ne seraient pas adossées à un projet avec plusieurs classes ;
- tout projet ne concernant pas au minimum un nombre significatif de classes de l'établissement coordinateur ;
- tout projet ne concernant qu'un seul enseignant et ne mobilisant pas l'équipe enseignante.

Les écoles du premier degré doivent solliciter l'avis circonstancié et la signature des inspecteurs de circonscription pour accueillir une résidence.

Un établissement scolaire pilote ne peut être en même temps un établissement scolaire associé d'une autre résidence.

Un établissement scolaire ne peut être associé à deux demandes de résidence.

Si le projet sélectionné n'est pas mis en œuvre pour tout ou partie ou si sa mise en œuvre ne respecte pas le cahier des charges, la structure culturelle s'engage à restituer tout ou partie de la subvention attribuée.

Contacts à la DRAC IDF:

Pour le territoire de l'académie de Paris :

Edith Girard, Conseillère territoriale et référente pour l'Académie de Paris
edith.girard@culture.gouv.fr

Pour le territoire de l'académie de Créteil :

Christine Maillard, Conseillère territoriale et référente pour l'Académie de Créteil, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis,
christine.maillard@culture.gouv.fr

Edith Girard, Conseillère territoriale et référente pour la Seine-Saint-Denis,
edith.girard@culture.gouv.fr

Brigitte Plancheneau, Conseillère territoriale et référente pour le Val-de-Marne :
brigitte.plancheneau@culture.gouv.fr

Pour le territoire de l'académie de Versailles:

Mehdi Idir, Conseiller territorial et référent pour l'Académie de Versailles et l'Essonne,
mehdi.idir@culture.gouv.fr

Delphine Regalasti, Conseillère territoriale et référente pour les Yvelines,
delphine.regalasti@culture.gouv.fr

Audrey Defretin, Conseillère territoriale et référente pour les Hauts-de-Seine,
audrey.defretin-gerardy@culture.gouv.fr

Brigitte Plancheneau, Conseillère territoriale et référente pour le Val-d'Oise,
brigitte.plancheneau@culture.gouv.fr